

Fabien Roussel face à David Lissnard

#LAREF26

25 min · Parti Communiste Français

Yves : Yves Gattineau qui vient prendre le cours central pour ce duel entre Fabien Roussel, le secrétaire national du Parti communiste français, et David Lissnard, le président de la Nouvelle Énergie, maire de Cannes et président de l'Association des maires de France. Messieurs, soyez bienvenus. Venez vous installer, je vous en prie, au micro d'Hervé qui va mener brillamment cette rencontre. Cher Hervé, cher Fabien, cher David, vous imaginez bien que Roland Garros, on attend le match entre deux joueurs de rang. Je vais laisser la presse immortaliser cet instant et inviter nos confrères écrivains, photographes et caméramans à libérer l'espace dans un instant. Hervé, bienvenu.

Merci, merci, merci à tous. Merci à nos deux joueurs surtout. Donc un débat de haut de volet, on l'espère, sans trop de balles perdues, mais en tout cas, sans filet, c'est promis, et dans le central de Roland Garros, c'est inhabituel. Pour poser le sujet quelques mots, en 1960, la production industrielle représentait 28 % de notre richesse nationale en 2025. C'était seulement 13,5 %, c'était 22 % en Allemagne, 18 % en Italie, 15 % en Espagne. La désindustrialisation, pardon, en France, ce n'est pas une menace, c'est une réalité, et c'est un problème. Vous deux qui êtes là, autour de moi, David Lissnard, Fabien Roussel, tout le monde le sait, vous n'avez pas beaucoup d'idées communes à priori, mais il se trouve que vous en partagez au moins une, c'est la nécessité pour la France de se réindustrialiser. C'est sur les moyens de le faire que vous n'êtes pas d'accord. Donc pour débattre, il vaut mieux de débattre des choses sur lesquelles on est en désaccord. Donc ma première question à chacun d'entre vous, et je vais commencer par vous, Fabien Roussel, parce que j'ai tiré au sort tout seul ce matin pour l'ordre des paroles, ma première question, mais je vais vous jouer la pose à tous les deux. Si vous aviez une décision à prendre demain pour que dans 5 ans, l'industrie française produise plus, quelle serait cette décision ? Fabien Roussel, une seule.

Oui. D'abord, avant la mesure, un état d'esprit. Vu l'état dans lequel est notre pays fracturé et divisé, c'est qu'il faudra avoir un président et un gouvernement qui a le sens réel et sincère du dialogue et du travail ensemble. Il faut arrêter de s'opposer, de fracturer le pays. On a des gros défis, d'immenses défis à relever. On va devoir le faire ensemble. Et donc le dialogue. C'est le respect de la démocratie sociale, c'est le respect de tous les partenaires, chefs d'entreprise, représentants des salariés et l'Etat. Une mesure pour l'industrie. Les chiffres que vous avez énoncés sont édifiants. C'est la démonstration que ces 20, 30 dernières années... Moi, j'avais les chiffres de ces 20 dernières années. On est passé de 19 % à 10%. Et quand je regarde les politiques de ces 20 dernières années, et la réalité des chiffres de notre industrie, c'est que ça marche pas. Ce que l'on a fait ces 20 dernières années ne marche pas. Et notamment, toutes les politiques de réduction du coût du travail, d'aide publique aux entreprises, on va en parler. Il faut arrêter tout ça. Il faut oser avoir le courage de dire que ça n'a pas marché, il faut changer. Et l'une des premières mesures que je mettrai en oeuvre, c'est justement de planifier la réindustrialisation de notre pays et d'arrêter le stop-and-go que nous vivons tous à notre niveau et que vous aussi, chefs d'entreprise, vous subissez. Il faut avoir de la lisibilité sur le long terme. Il y a une mesure sur laquelle je donnerai de la lisibilité aux entreprises, c'est sur l'accès à l'énergie. Des chefs d'Etat font des guerres, je pense à Trump, en mettant l'énergie, la bataille de l'énergie au coeur de leur guerre. La France a des atouts immenses dans ce domaine. Il faut pouvoir donner aux Français, mais aux entreprises, aux industriels, une énergie abondante, décarbonée, stable et sur le long terme. Et ça, ce serait un avantage compétitif

énorme que nous aurions en Europe et par rapport à d'autres pays pour reconstruire une industrie forte et utile pour le climat, pour les travailleurs et pour notre économie.

OK, merci beaucoup. L'énergie pour Fabien Roussel. David Lissner, votre réponse. L'énergie, c'est fondamental, c

'est tout à fait exact. Mais on voit bien qu'il y a deux visions qui s'opposent, c'est -à -dire une attente de planification. Et moi, je pense que si l'industrie a régressé jusqu'à passer derrière l'Espagne depuis quelques mois, c'est parce qu'on a trop administré l'économie. Donc on a deux modèles qui s'opposent. C'est pourquoi le vrai débat de la présidentielle, il est en ce moment... Je ne vous le fais pas dire. Parce qu'on a vraiment deux modèles de conception qui s'opposent et c'est tout à fait sain en démocratie. J'ai entendu qu'il y avait un débat annexe cet après-midi. Moi, je ne vois que des déclinaisons de la capacité... D'une forme de... Je vois des communistes partout. C'est ce que j'avais dit à Fabien quand on s'est croisés. Je vois des communistes partout. Votre mesure. Ce qu'il faut pour relancer l'industrie, c'est comme pour tout, libérer l'industrie. Il faut libérer le foncier, des obligations stupides telles que le ZAN. On doit lutter contre l'artificialisation des sols par du bonus malus sur, évidemment, l'artificialisation ou l'étalement, mais ne pas administrer l'attribution du foncier, qui est cher et rare. Si on veut des entreprises et des usines, il faut du foncier. Il faut évidemment libérer l'acte de création, c'est -à -dire que la fiscalité et les charges soient compétitives. Les impôts de production en France aujourd'hui, c'est quasiment 4 points de PIB, 3,6 points de PIB, la moyenne européenne de mémoire. Vous pouvez vérifier. On va y venir. Votre mesure. Evidemment, libérer l'industrie de la surbureaucratie et de la surrégulation, qui fait que pour ouvrir une usine, pour avoir l'autorisation de construire une usine, il faut au mieux 40 mois là où on peut être à 6 ou 7 mois en Allemagne ou en Italie ou en Pologne. Il faut évidemment libérer le capital, c'est -à -dire l'acte d'investissement, que l'acte d'investissement soit rentable et une rentabilité normale. Or, il est moins rentable qu'ailleurs. Il faut libérer les facteurs de production. Le capital est le travail. Evidemment, le travail, le salaire net est beaucoup trop bas, l'extra-buret est beaucoup trop haut, donc il faut revoir tout le système social. Bref, il faut laisser faire les salariés et les entrepreneurs, ceux qui font du terrain, qu'on leur foute la paix, et avoir une ensuite, une fois qu'on a un système fiscal et social compétitif, de l'assurer dans la stabilité. Et par exemple, il faut aussi libérer l'innovation, l'innovation en supprimant de la Constitution le principe de précaution et en lui substituant un principe de responsabilité. Ça me paraît évident. Voilà, quelques pistes. OK, alors rentrons

dans le fond du sujet. Le principal obstacle, vous l'avez un peu dit tous les deux, surtout vous, David Lisnar, c'est le coût du travail en France. Produire en France, ça coûte plus cher qu'ailleurs, objectivement. Donc, est-ce qu'on veut... Comment est-ce qu'on veut améliorer ça si on veut produire davantage en France ? David Lisnar, vous venez de dire qu'il faudrait baisser les impôts de production. Est-ce que c'est raisonnable dans la situation de nos finances publiques ? Et est-ce que ça ne veut pas dire forcément, et puisque le thème, c'est le courage, avoir le courage de dire qu'il faut diminuer certaines prestations sociales ? Est

-ce que c'est ça que vous voulez dire ? Alors, il y a deux choses. D'abord, il faut bien comprendre que la dégradation des comptes publics, elle vient précisément de la dégradation de l'acte de production. Avant de distribuer, il faut produire, il faut créer de la richesse et de la valeur. Et je me réjouis qu'on se retrouve là-dessus, en tout cas en partie là-dessus, parce que vous ne faites pas partie de cette gauche de la décroissance qui est masochiste, à mon sens. Ça, c'est vraiment essentiel. Ensuite, l'impôt de production, c'est pas lui qui alimente le système social. Ça, c'est certain. Ce qu'il faut, c'est que le social redevienne à des solidarités locales. On a aujourd'hui toute la capacité de pouvoir localement avec les communes, avec les associations, pouvoir permettre à

ceux qui sont le plus en galère, qui souffrent le plus, de s'en sortir. Mais en revanche, on ne peut pas avoir un système qui repose sur des cotisations sociales qui sont les plus élevées du monde, qui redistribue plus de 930 milliards d'euros et qui crée de la pauvreté. C'est -à -dire que défendre aujourd'hui les plus précaires, les plus en difficulté, c'est relancer la production. C'est permettre de revaloriser le travail. C'est permettre donc de cotiser moins pour gagner plus. C'est la seule façon saine de concilier la création de richesses, l'assainissement des comptes publics et des destins individuels positifs. OK, mais si on cotise moins, on réduit la voilure sur le plan social ou pas ? Bien sûr, moi, je dis que oui, évidemment. Bien sûr, il faut réduire la voilure sur le plan social. La France a le record du monde. Il faut bien voir que ce ne sont pas simplement des corrélations, ce sont des causalités. Plus on a augmenté les dépenses sociales... Roussel appelle les soigneurs. C'est bien, on n'est pas d'accord. Plus on a augmenté les dépenses sociales, plus on a de pauvreté. On n'a jamais autant dépensé d'argent social, on n'a jamais autant eu de SDF dans les rues. Donc, il faut regarder ça en face. C'est que ce système, qui est un système qui pénalise l'acte de création, à la fin, crée de la pauvreté. Donc, ce qu'il faut, c'est réduire la... et ensuite accompagner les plus pauvres et les plus précaires. Je suis maire d'une ville qui a un taux de pauvreté très élevé historiquement, 22 %. Cela, on le fait avec vraiment l'associatif, la commune. On connaît les individus, on les met dans des parcours individuels d'insertion. On ne fait pas de la distribution de l'argent de nos enfants. Aujourd'hui, le système social est financé par la dette. Qui peut être assez cynique pour dire que j'achète la paix sociale, ou j'achète des voix, ou je me fais bien voir, je dépense l'argent des enfants et des petits -enfants ? C'est inadmissible ce qui se passe là -dessus.

Fabien Roussel, ça y est, vous vous êtes remis de vos émotions. Donc, qu'est -ce que vous lui répondez à David Lissner là -dessus ?

Ça ne m'étonne pas du tout. Et d'ailleurs, les propositions qui sont en débat dans cette rentrée, ce n'est pas la première fois que je viens aux universités d'été du Medef. Merci, Patrick Martin, pour l'invitation faite au Parti communiste français de venir plancher devant vous et devant les entrepreneurs. Mais j'allais dire, c'est la même rangaine que nous entendons tous les ans. On demande aux Français de travailler plus et de gagner plus. Et là, j'entends encore une fois les chefs d'entreprise qui veulent gagner plus sans produire plus. Et le vrai enjeu pour moi... Mon cher Patrick, le vrai enjeu pour moi... On en parle à chaque fois. Le vrai enjeu pour moi, c'est effectivement de produire plus dans notre pays, de créer les conditions d'une croissance utile, socialement utile, écologiquement utile et bénéfique à la nation, à la France, afin qu'elle retrouve son indépendance et qu'elle ne dépende plus de pays étrangers, que ce soit les Etats -Unis, la Chine ou d'autres pays, reconstruire une France forte, industriellement forte. Or, excusez -moi, mais je le disais tout à l'heure, je vais vous redonner quelques chiffres. Ça fait 20 ans qu'on applique ces mêmes recettes qui font que l'on tape sur le coût du travail, qui serait excessif. Dans l'industrie, une heure de travail coûte 47 ,7 euros en France contre 49 ,8 euros en Allemagne. Et ça n'empêche pas l'Allemagne d'avoir une industrie plus forte qu'en France, parce qu'ils ont une politique, une stratégie préservant notre industrie. Il n'y en a pas en France. Nous avons un pays ouvert aux quatre vents et nos usines partent à l'étranger. Et ils partent à l'étranger malgré toutes les mesures qui ont été exigées et mises en oeuvre ces 20 dernières années. Exonération de cotisations sociales, ça coûte 70 milliards d'euros à l'Etat aujourd'hui. Baisse des impôts de production entre 10 à 15 milliards d'euros par an. Baisse de l'impôt sur les sociétés de 33 % à 25%. Ça coûte là aussi 10 milliards d'euros par an. Je pourrais les aligner comme ça. Il y a une commission d'enquête qui l'a fait. Et les chiffres sont pharaoniques. 200 milliards d'aides publiques accordées aux entreprises. Nous ne sommes pas contre les aides publiques accordées aux entreprises. Nous ne sommes pas contre. Il y aura toujours besoin d'accompagner nos entrepreneurs. Mais avec des conditions, des garanties que l'on relocalise la production en France, que l'on crée des emplois en France, que l'on arrive enfin à reconstruire une base industrielle forte. Or, ce n'est pas ce qui s'est fait ces 20 dernières années.

Ça nous a coûté beaucoup d 'argent à l 'Etat et ça n 'a pas créé d 'emploi. Au contraire, nous en avons perdu plus d 'un million dans l 'industrie. C 'est pour ça qu 'il faut changer la tendance. L 'argent de l 'Etat, l 'argent de nos impôts aux entreprises doit servir à créer des emplois et à relocaliser l 'activité. Donc, il faut mettre des critères. A chaque fois que l 'on donne de l 'argent public, il ne peut pas y avoir un guichet ouvert comme ça. Et puis, encore une fois, moi, je ne me retrouve pas dans ce discours où, d 'un côté, l 'Etat serait un ennemi et, en même temps, une vachalée dans laquelle il faut puiser pour payer les exonérations de cotisations sur les salaires. Et de la même manière, je ne dis pas que les entreprises sont des prédateurs et elles aussi des vachalées qui devraient tout payer. C 'est bien la raison pour laquelle, je le redis ici, nous avons des défis immenses à relever dans notre pays. Le défi climatique, la transition écologique, quand on voit les ravages que ça a fait cet été, est un des défis les plus importants, mais celui aussi de la formation. Je vous parle à vous qui êtes chef d 'entreprise. Si on veut relocaliser l 'industrie ici, si on veut avoir une industrie compétitive, nous allons avoir besoin d 'ouvriers qualifiés, de soudeurs, d 'électromécaniciens, mais aussi de chercheurs, d 'universitaires, de mathématiciens. Il faut les former. La formation est un enjeu immense. Or, aujourd 'hui, il y a des dizaines de milliards d 'euros mis dans la formation, mais c 'est un puissant fond. On voit bien que nous avons un problème de formation dans notre pays. Rien que ces défis -là vont coûter des centaines de milliards d 'euros sur plusieurs années. C 'est donc un choc d 'investissement massif qu 'il faut faire pour pouvoir relancer notre industrie et la reconstruire. Et on ne le fera pas, et je le dis clairement, et d 'ailleurs, à gauche, c 'est une voie différente que je porte. On ne payera pas ces investissements colossaux pour notre pays en taxant seulement les grandes fortunes, en allant mettre des impôts supplémentaires sur les dividendes. Ça, c 'est pour le fonctionnement de l 'Etat. Vous avez dit pas seulement... Pas seulement. Il faudra le faire un petit peu. Il faut que nous annonçons des hausses d 'impôts massifs. Chacun doit contribuer à la hauteur de ses moyens, et c 'est normal. Or, aujourd 'hui, ceux qui ont vu les impôts et la fiscalité le plus baissés sont ces 10 dernières années, les grandes entreprises et les grandes fortunes. Donc, il est normal qu 'il y ait une contribution supplémentaire qui soit supportée par cela, mais ça ne suffira pas. Ce ne sont pas les 20 à 30 milliards d 'euros supplémentaires que nous pourrions récupérer et qui permettront de financer ce plan de relance. C 'est pour ça que je parle de planification. Vous avez beaucoup planifié, mais il faut que vous laissiez David Lissner. Il avait un temps de parole. Là, vous êtes pour tous les deux. On est des croires de four. On fait attention.

Dans certains secteurs très stratégiques, on l 'a vu depuis quelques années, avec la pandémie, avec la crise de l 'énergie, dans certains secteurs très stratégiques, est -ce que vous diriez jusqu 'à dire que la nationalisation pourrait être une solution parfois utile

? Vous, le libéral ? Je vais répondre clairement à la question. Ce qui se fait depuis 20 ans, c 'est la socialisation de l 'économie. C 'est -à -dire que ce n 'est pas ce que j 'ai entendu. Il faut regarder. On a le record du monde de la dépense publique. On a le record du monde des impôts et des charges. C 'est la réalité. Parallèlement, on a un taux de pauvreté qui augmente. On est passé du 11e rang de création de richesses par habitant au 27e rang. On a plus de déterminisme social qu 'avant. Les records s 'améliorent. Fabien Roussel vient d 'annoncer plus d 'impôts. On a des jeunes qui ont peu d 'espoir selon l 'endroit où ils sont nés. Il faut apporter la mobilité à la société et apporter de la liberté. Le deuxième élément, je suis contre les aides publiques aux entreprises. Je l 'ai déjà dit ici, je le répète. En plus, je n 'aime pas le discours qui va avec. On va faire des économies. Je vais vous dire pourquoi on fait des économies. Les aides publiques aux entreprises créent des bureaucrates, des contrôleurs, des serphas, des cabinets de conseil qui parasitent l 'activité. Toute une économie parasitaire autour de ça. Ce que je n 'aime pas, c 'est le discours qu 'on entend. Les entreprises en France, une fois reçues toutes les aides, qui sont très souvent des exonérations, des déductions fiscales, les aides en subventions, les premières entreprises qui reçoivent, ce qu 'oublie très souvent les gens à gauche, c 'est la RATP, la SNCF et EDF. Il faut quand même le rappeler. Mais

simplement, on a les entreprises, une fois toutes ces déductions, toutes ces niches, qui sont toujours les plus taxées de la zone euro. C'est une réalité factuelle. C'est comme si dans la rue, on vous pique 50 euros ou 50 balles, le mec vous rend 5 euros. Il vous dit que il peut remercier de te filer 5 euros. Non, tu m'as pris 45 euros. Donc, là -dessus, je suis contre aussi parce que tous ces dispositifs d'aide, d'exonération, qui génèrent de la bureaucratie, amplifient la fracture entre les entreprises qui ont de l'ingénierie, qui ont accès, c'est comme pour les collectivités, comme pour les communes. J'ai connu ça dans le petit commerce. Je viens de la petite entreprise, si vous voulez, qui ont accès à des services pointus et qui peuvent les payer et les autres. Ensuite, elles favorisent les entreprises déjà en place. Donc, elles pénalisent toute la vitalité entrepreneuriale. Et puis, regardons l'avenir en face. On va avoir tout le rapport au travail entre l'IA et la robotique. Tout va changer. On va avoir, en 2050, peut-être 50 millions de robots en France, 20 millions dans l'industrie et les services. On en aura 20 millions dans les ménages et 10 millions pour les personnes en difficulté. Le coût moyen de robots, si on regarde aujourd'hui, serait 5 000 euros. 250 milliards de chiffre d'affaires. Est-ce qu'on veut, avec une planification d'Etat, dire, toi, tu fabriques des robots, ou est-ce que l'on veut que les entreprises de robots que l'on a en France, qui sont des pépites, puissent accéder au capital ? C'est pour ça que je propose de moins en moins seul la retraite par capitalisation obligatoire, en plus d'un étage de répartition, pour qu'on puisse financer les entreprises, pour qu'on puisse maîtriser nos facteurs de production. Et la... nationalisation. On peut même imaginer des réquisitions. Quand il y a des périodes de crise, de guerre, les Etats-Unis n'ont pas hésité à faire une réquisition de l'hoquide. A quoi servirait, par exemple, que dans l'armement, d'assaut appartienne à l'Etat ? Que l'Etat passe commande. Qu'il passe commande, puisqu'il n'y a que lui. Vous verrez qu'on n'aura pas de difficultés. Sur l'industrie du médicament stratégique, à quoi servirait-il que l'Etat soit actionnaire mais propriétaire de l'industrie pharmaceutique ? Prenons la compétitivité à l'industrie pharmaceutique. Que l'Etat, qui est très important, je suis très attaché à l'Etat, c'est nous qui rétablirons la force de l'Etat, notamment sur le régalien et le stratégique, fasse les stocks de molécules essentiels. Vous vous rendez compte qu'aujourd'hui, à force de ce délire de régulation, les instances européennes, l'Institut Montaigne a sorti récemment dans les Échos, lorsque les instances européennes homologuent un nouveau traitement médical. Un médicament, c'est faramineux. Le délai, c'est 120 jours. Donc, à 120 jours après l'autorisation, il y a un délai de 40 ou 50 jours pour voir si le médicament est vraiment... La France, d'elle-même, ajoute 580 jours. Et en plus, l'Etat fixe un prix d'achat du médicament en dessous du coût de revient. Et on vient de constater que 40 % des traitements innovants n'arrivent plus jusqu'aux gens malades. Et les gens riches, eux, ils vont à l'étranger, et il n'y a pas de problème. C'est pour ça que c'est nous qui sommes des promoteurs de la liberté, qui allons permettre aux gens pauvres de retrouver une espérance, un espoir. On va restaurer l'école. Je suis d'accord avec vous sur la formation. On va restaurer une espérance par la liberté, et non pas par la planification, parce que le soviétisme, ça n'a jamais marché. C'est comme ça.

C'est du courage, aussi, pour vous, de venir affronter ça, mais vous avez l'habitude. Non, là, maintenant, c'est à lui. Merci, Martin,

de son invitation. Merci beaucoup. J'aimerais être invité à la fête de l'Humain. Très sérieusement. Je ne sais pas si vous les connaissez, M. Roussel, mais je suis très sérieux. Je suis très preneur pour tenir ce discours -là à la fête de l'Humain. La

Yves : réponse... Hervé, pour les 40 secondes qu'il vous reste.

La réponse de David Lisnar sur les nationalisations, elle vous convient, Fabien Roussel ? Très vite, et après, un mot de la fin.

Je veux parler autant que lui. Vous l'avez fait avant, monsieur.

Vous avez parlé autant que lui. Je vous assure. Même temps de parole.

Sinon, je reviens l'année prochaine pour le reprendre. Vous reviendrez sûrement, mais tous les deux. D'abord, je parlerai autant que David Lisnar. D'abord, je tiens à dire que je me suis exprimé de la même manière qu'il a pu le faire avec ces mots, concernant le temps qu'il faut en France et en Europe pour avoir des brevets qui soient officialisés. C'est inadmissible par rapport au temps qui existe notamment aux Etats-Unis. Ca pénalise la recherche, ça pénalise l'innovation. Et ce temps, il faut le raccourcir. C'est indispensable. La deuxième chose, où je suis pas du tout d'accord avec David Lisnar, et notamment où je voudrais pointer sa contradiction, il dit, je ne veux plus que l'Etat subventionne les entreprises. Il va même au-delà de ce que nous-mêmes nous disons. Mais quelle contradiction ! Parce que si l'Etat ne subventionne plus les entreprises, mais comment vous financez ces suppressions de cotisations sociales, cette fiscalité que vous dénoncez sur les salaires ? La proposition du MEDEF, c'est de rapprocher le net du brut et de compenser ça par une hausse de la TVA de 2 points que supporteront pas seulement les travailleurs mais aussi les retraités, la consommation, l'économie, etc. Mais supprimer les cotisations et la fiscalité sur les salaires, c'est 140 milliards d'euros que ça coûte. Il y en a déjà 70 milliards aujourd'hui et on en rajouterait 70 milliards. Vous voulez doubler la mise, mais qui va payer à la Sécurité sociale ? C'est 140 milliards d'euros qui manquera demain pour financer les retraites, l'accès à la santé, à nos hôpitaux publics quand on doit soigner un cancer, une maladie chronique. Qui va financer la politique familiale ? Qui va financer la dépendance et la prise en charge des personnes âgées ? C'est la double peine. C'est bien la raison pour laquelle... Il faut terminer. C'est bien la raison pour laquelle cette proposition... Vous parlez autant que Fabien Roussel. Cette proposition ne peut pas tenir debout. Ça va représenter un gouffre financier pour le budget de l'Etat. Et si ça doit être compensé par une hausse de la TVA, qui est l'impôt le plus injuste, ça veut dire que vous donnez d'un côté mais vous reprenez de l'autre en faisant payer à tous les Français la baguette plus chère, les produits de consommation plus chers, ça va pénaliser les entreprises elles-mêmes. Parce que les Français... Merci, cher Harvey. Merci

Yves : infiniment, cher Harvey Gatine, le directeur de la rédaction de Radio Classique. Merci, Fabien Roussel. Merci, David Lisna. Applaudissez-les, s'il vous plaît.